

Habyarimana, Juvénal

DISCOURS, MESSAGES ET ENTRETIENS

de son Excellence
le Général-Major HABYARIMANA Juvénal
Président de la République Rwandaise
et Président-Fondateur du Mouvement
Révolutionnaire National pour
le Développement.

1984



DISIKURU, UBUTUMWA N'IBIGANIRO

bya Nyakubahwa
Général-Major HABYARIMANA Yuvenali,
Perezida wa Repubulika
akaba na Perezida-Fondateri wa Mouvement
Révolutionnaire Iharanira
Amajyambere y'u Rwanda.

1984

MESSAGE DE SON EXCELLENCE LE GENERAL -
 MAJOR JUVENAL HABYARIMANA, PRESIDENT
 DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE A L'OCCASION
 DU NOUVEL AN 1985

(31 Décembre 1984)

Rwandaises, Rwandais,

Chers amis,

L'année 1984 vit ses dernières heures et nous invite à nous demander, avant qu'elle ne fasse partie de l'histoire, ce qu'elle nous aura apporté comme satisfaction, comme déception, comme promesse. Chacun de nous aura eu sa part de joie, sa part de tristesse, des moments d'allégresse, des moments de découragement. J'espère que les temps de bonheur l'auront emporté, pour chacun d'entre nous, sur les instants de détresse.

L'année 1984 nous aura frappés gravement par la sécheresse inattendue qui nous a touchés de plein fouet - et ici mes pensées vont d'abord à toutes les familles, de tous les endroits, qui en ont pâti tout particulièrement. Et cette sécheresse a accentué la précarité des conditions d'une vaste partie de notre population; elle a causé, pour beaucoup d'entre nous, une situation de grande souffrance et de désespoir. Je sais que nous avons tous, chacun selon ses moyens et responsabilités, réagi vigoureusement en face du sort implacable qui s'est acharné contre nous, prouvant, au monde, une fois de plus, que nous ne nous laissons pas abattre, quelle que soit l'adversité qui fond sur nous.

Mais l'année 1984 ne restera pas gravée dans notre mémoire par la seule sécheresse.

L'année 1984 aura aussi été marquée par plusieurs événements importants pour notre avenir. Ainsi, la vitalité de notre jeune démocratie a reçu un nouveau témoignage, solide, par la nouvelle investiture du Président de la République et la mise en place de notre parlement, le Conseil National de Développement, suite à l'élection générale de ses membres.

L'année 1984 aura également vu la consolidation de plusieurs acquis, leur renforcement ou leur parachèvement, et cela surtout dans le domaine social, des équipements sociaux, des écoles, des infrastructures, surtout routières, ainsi que dans l'hydraulique rurale. A ce sujet, qu'il me soit permis de mentionner les nouvelles dispositions concernant la gestion de l'eau en milieu rural : l'effort que nous demanderons cette année 1985 ne se justifie que si la quantité et la qualité de l'eau correspondent aux attentes de ceux qui sont mis à contribution, car, au fond, c'est cela la justification et le bien-fondé de ces dispositions impérieuses, c'est de garantir au consommateur, d'une manière aussi directe que possible, et sur une base permettant ultérieurement son auto-gestion, l'usufruit d'un des biens les plus précieux qui soient : c'est-à-dire l'eau.

Ce sont vos autorités locales qui en sont responsables, pleinement responsables, devant chacun de vous.

Je voudrais rappeler que ceux qui construisent une école de leurs propres mains, ils le font pour leurs propres enfants, que ceux qui construisent un stade doivent y avoir accès par la suite. Il n'est donc pas normal que ceux qui réalisent des infrastructures, des aménagements, des pistes d'accès, des canalisations, voient que d'autres s'approprient leurs efforts.

L'on me dit que dans le cas des adductions d'eau, construites dans le cadre de l'Umuganda ou d'une coopération internationale, des branchements privés illégaux empêchent les gens ayant construits ces adductions d'eau ou pour lesquels, elles ont été construites, d'avoir accès à l'eau, leur droit le plus fondamental. Ces abus qui mettent, directement et gravement, en question toute la philosophie de notre politique de développement telle qu'elle est explicitée dans les principes qui inspirent notre Mouvement doivent être réprimés par les responsables locaux.

L'année 1984 a été dure, difficile, pour chacun d'entre nous, notre situation économique et sociale n'a pas progressé autant que nous l'aurions voulu: le contexte économique mondial n'y était pas favorable, la crise internationale ayant eu comme effet, entre autres choses, que plusieurs de nos propres problèmes ont approché leur paroxysme. L'enseignement, qu'il fallait en tirer, a été tiré: nous ne pouvons vivre au-dessus de nos moyens: Rigueur et austérité seront les lignes directrices de mon mandat pour lequel vous m'avez, fin 1983, si généreusement renouvelé votre confiance, confiance qui représente pour moi un engagement fondamental d'oeuvrer pour la réalisation des conditions menant vers le mieux-être de chaque Rwandaise, de chaque Rwandais.

RIGUEUR et AUSTERITE, mais aussi CONCERTATION et TRANSPARENCE, voilà les principes dont l'application a été pensée, et en voie de réalisation, dans toutes ses conséquences logiques et pratiques. C'est dans le sens de la rigueur et de l'austérité que le nouveau Gouvernement, mis en place cette année, compte moins de Ministè-

res, remaniés en fonction de critères d'efficacité, de répartition organique et cohérente des mandats sectoriels, alors que la concertation, institutionalisée grâce aux Comités Interministériels de Coordination, eux-mêmes conçus en fonction de domaines touchant la vocation de plusieurs Ministères, commence déjà à apporter des fruits. Et les fiches des tâches traduisent le mandat général de chaque Ministère en priorités, en actions, en échéances concrètes et opérationnelles. Ce qui nous a permis et nous permettra de disposer, à travers une administration centrale reformulée, d'un instrument de gestion et d'un gouvernement, toujours plus efficace, toujours plus cohérent; ce qui nous permettra de mettre en place une politique d'assainissement qui doit s'exercer sur tous les plans.

Cette politique d'assainissement commence déjà à être perçue concrètement : les budgets 1984 et 1985 auront déjà permis de réduire certains gaspillages. Certains établissements publics peu nombreux encore hélas ont déjà commencé par améliorer leur performance : en apportant plus de clarté dans leurs comptes et même en augmentant les recettes.

C'est dans ce sens que j'exige de toutes les Administrations de travailler pour que le secteur public devienne une vitrine éloquente de la capacité de notre pays de gérer efficacement ses affaires, et inspirent ainsi confiance au secteur privé et attire les capitaux et la technologie de ceux dont nous voulons qu'ils participent, dans l'intérêt mutuel, au développement de notre économie nationale.

Un autre élément positif dans ce contexte, est l'établissement de la Centrale Comptable et Organisation qui a commencé à fonctionner en 1984.

Je tiens aussi à signaler les efforts de nombre d'entreprises privées et mixtes qui ont fait preuve de leur sens de responsabilité et qui se sont engagées à respecter l'esprit des dispositions légales. Le dialogue reste ouvert et mon engagement, donné le 5 juillet passé, reste entier, c'est-à-dire, de revoir tout ce qui reste discutable sur ce plan.

Avant de tourner la page de l'année 1984,

Militantes, Militants du M.R.N.D., permettez - moi encore de soulever 2 ou 3 points qui m'ont particulièrement réjoui ou, au contraire, m'ont profondément chagriné cette année.

C'est chaque fois une grande tristesse et une grande douleur pour moi de devoir apprendre qu'il y a eu certains et parmi eux qui semblaient mériter de hautes responsabilités, qui ont misérablement, lâchement trahi la confiance placée en eux. Il y en aurait d'autres qui abuseraient de leur situation privilégiée en invoquant des «protections» quelconques ou qui engagent, sous le couvert de leur budget, des dépenses fuites pour leur propre plaisir. Pire encore - et cela est déjà du domaine de la criminalité - il y aurait des fonctionnaires qui exigent de l'argent pour la signature, en leur qualité de fonctionnaire dirigeant, de factures légalement contractées, ou qui élaborent des plans des maisons privées pendant les heures de bureau ou qui demandent des pourboires pour la distribution des permis de bâtir, ou qui s'arrangent en privé avec le contribuable qui ne veut pas payer ses impôts, ou qui exigent un loyer pour habiter leur propre maison, alors qu'ils ont déjà reçu les crédits pour sa construction, ou qui facturent leurs propres conversations téléphoniques sur la facture de clients innocents, ou qui arrangeant certaines transactions doua-

nières ou qui adjugent les contrats publics en fonction de leurs propres intérêts qui n'ont rien à voir avec ceux de l'Etat. Faut-il rappeler que corrupteur et corrompu sont également coupables ?

Je tiens à vous assurer pour ceux-là aussi le moment doit venir, où ils devront répondre de leurs actes. Le devoir de ceux qui sont chargés de la Justice est de les découvrir et de les sanctionner.

Rigueur signifie, aussi, honnêteté dans la gestion, dévouement à la tâche. Je tiens à rendre un hommage sincère et chaleureux à toutes celles et à tous ceux d'entre vous, qui êtes la très grande majorité de notre peuple pour l'honnêteté, l'abnégation, le dévouement avec lesquels vous avez accompli cette année vos tâches, quelles soient humbles ou investies de grandes responsabilités publiques ou au service de la communauté. Qu'ils s'agisse de la paysanne et du paysan qui se sacrifient sur leur petit lot de terre pour l'avenir de leurs enfants, qu'il s'agisse du zamu, du jardinier, du planton, du dactylo, du chauffeur qui exécutent leur tâche avec conscience pour qu'ils puissent nourrir leur famille, ou de l'artisan qui, faisant preuve d'ingéniosité, essaie de survivre honnêtement. Qu'il s'agisse du fonctionnaire, grand ou petit, qui résiste à la tentation de puiser dans la caisse, de détourner les biens publics ou l'emploi de son temps rémunéré vers d'autres activités. Vous tous, vous méritez notre reconnaissance pour ce que vous avez accompli pour le bien de notre pays.

Cette année, nous avons encore pu assister à un impressionnant développement d'un secteur économique et social important et combien prometteur pour notre pays: je veux dire le secteur dit informel ou non structuré.

J'apprends que plus de 1.000 artisans et petits entrepreneurs à Kigali seraient regroupés dans une Fédération, elle-même composée d'une vingtaine de corps de métiers; j'apprends que leur dynamisme est grand.

Je tiens à leur dire qu'ils préparent une partie importante et dynamique de notre avenir et que nous mettrons tout en œuvre pour soutenir leurs activités au meilleur de nos possibilités.

Depuis quelques temps nous avons un instrument unique qui est le Fonds Spécial de Garantie. J'en appelle à ses responsables, à qui nous demandons non pas de faire des bénéfices, mais de couvrir des risques que les banques ne peuvent supporter seules, d'avoir à cœur de répondre avant tout à l'esprit de cette institution exceptionnelle que constitue ce fonds. Quand des projets importants à tous les points de vue, au raz du sol, entrepris par des paysans, des parents d'élèves, par des artisans, sont pénalisés pour des raisons administratives futiles et contraires au bon sens, le Fonds ne remplit pas son rôle; il ne répond pas à sa vocation première. J'apprends que sur les 160 millions seule une somme de 7 millions aurait été accordée. Cela signifie que le Fonds Spécial de Garantie reste bloqué. Aux responsables d'en voir les raisons et de corriger cela. Je souhaite vivement que cet instrument créé pour stimuler les investissements, essentiellement petits et moyens, et cela dans le plus grand intérêt de la relance de notre économie, fonctionne le plus efficacement possible.

Enfin, pour terminer le bilan de 1984 tel que je le vois, je signalerais encore que bien qu'il y ait eu quelques initiatives timides, dans le domaine de la petite et moyenne

agro-industrie, et que je salue d'autant plus chaleureusement, il faut reconnaître que notre politique d'industrialisation est encore loin de répondre à nos attentes. Je rappelle à ceux qui sont chargés de ce secteur qu'il ne sert à rien de trainer depuis de si nombreuses années les mêmes projets gigantesques, fantasques auxquels personne, aucun promoteur ne semble s'intéresser, mais qui mobilisent l'ensemble des efforts dans ce domaine, alors qu'il y a des centaines de potentialités réelles qui n'attendent que d'être étudiées et réalisées. Une évaluation attentive, et concrète, de ces possibilités, ne serait - ce que dans le cadre de nos projets de développement rural intégré, permettrait sans aucun doute d'identifier rapidement la base d'une véritable industrialisation rurale, solide et porteuse d'avenir.

Je le disais dernièrement - et je l'affirme encore aujourd'hui: Dans la situation économique que vit l'Afrique, il convient de savoir la part qui nous incombe et celle qui vient d'ailleurs. Une part importante va sûrement à la «Colonisation» dont le système d'organisation et d'exploitation était: centré sur les intérêts extérieurs, et souvent contraires à ceux de notre Continent. Il y a aussi la part de la fatalité. Mais aussi de nous-mêmes, par nos plans mal conçus et mal orientés, par nos priorités mal définies. C'est d'abord à nous - mêmes que nous devrions nous en prendre, à ces habitudes que nous nous sommes créées qui nous mettent à l'aise, peut - être, mais qui nous enfoncent de plus en plus dans un complexe mortel.

Sachons vivre avec nos moyens. L'erreur la plus grave est celle de vivre au-dessus de ses moyens. Et quand nous parlons d'erreurs nous n'allons pas toujours chercher loin.

J'ai déjà dit qu'importer des cendriers, des bougeoirs, des vases, pendant que nos artisans ne trouvent pas des débouchés pour leurs produits - par ailleurs superbes, c'est déjà une erreur. Quand dans un Hôtel, situé en plein champs de haricots qui mûrissent, un dîner «présidentiel» est composé de boîtes de conserves - de haricots importés - n'est - ce pas là se moquer de ce que nous demandons chaque jour?

Ce sont tous ces petits faits - sans doute banals pris isolément - qui finissent par nous enfoncer dans un complexe de dépendance. De là importer - importer n'importe quoi des vivres auquels nous nous sommes malencontreusement habitués. Importer - jusqu'à la pierre pour les constructions.

Tournons maintenant le dos à l'année 1984 et envisageons celle qui vient avec confiance.

Des voeux particulièrement chaleureux, je les adresse à tous mes concitoyennes et concitoyens, à toutes les rwandaises, tous les rwandais, à toutes les militantes et militants, pour que cette nouvelle année 1985 soit une année de paix, de concorde nationale, de progrès, pour que nous tous continuions à travailler ensemble, avec acharnement, pour que l'avenir de nos enfants soit meilleur, pour que nous puissions améliorer patiemment, mais sensiblement notre propre sort. Pour cela je vous souhaite beaucoup de courage et beaucoup d'enthousiasme.

J'exprime, au nom de toutes les Militantes et de tous les Militants de notre Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement, à tous les membres du Corps Diplomatique et Consulaire, à leurs familles et à leurs

concitoyens, ainsi qu'aux respectés Chefs d'Etat et de Gouvernement qu'ils représentent en République Rwandaise, mes voeux les plus sincères et les plus cordiaux de paix, de bonheur et de prospérité pour l'année 1985.

Que cette année soit véritablement pour nos peuples respectifs et pour nous tous, dans notre vie et dans nos relations d'Etat, une année de concorde, de justice sociale et économique et de progrès et que les problèmes nombreux, complexes et souvent accablants auxquels chacun de nos pays aujourd'hui, selon sa propre situation, doit faire face, trouvent un début de solution durable.

J'inclus dans mes voeux toutes les coopérantes, tous les coopérants, toutes les volontaires, et tous les volontaires, toutes nos soeurs religieuses et tous nos missionnaires, ainsi que tous nos amis étrangers qui, soit sur le plan privé, soit sur le plan officiel, ou au sein des Organismes Non Gouvernementaux, oeuvrent dans notre pays pour le bien de ses habitants. A vous aussi, je vous adresse un salut tout spécial, car nous savons tous à quel point votre travail et votre oeuvre sont inspirés d'une même volonté de travailler pour un Rwanda toujours mieux équipé, toujours plus à même de fournir à tout le monde l'occasion de se développer harmonieusement et de gagner sa vie en vue de satisfaire convenablement les besoins tant matériels que spirituels.

Un message fraternel d'amitié et de voeux particulièrement chaleureux, je voudrais l'adresser aussi aux peuples et à leur distingués et respectés Chefs d'Etat des pays qui entourent le Rwanda, pour que l'année 1985 soit une nouvelle preuve de l'entente régionale indispensable

pour notre survie à nous tous, pour que la coopération entre nous ne cesse de progresser dans notre intérêt bien compris, et pour que nos problèmes occasionnels trouvent des réponses satisfaisantes pour tout le monde, montrant ainsi aux yeux du monde que nous sommes en mesure d'apporter des solutions à nos propres problèmes.

L'année 1985 a été déclarée «ANNEE INTERNATIONALE DE LA JEUNESSE» par l'Assemblée Générale des Nations - Unies à sa 34ème session tenue en 1979.

Les objectifs assignés à la jeunesse mondiale pour cette année sont centrés sur trois thèmes à savoir : la participation, le développement et la paix.

Les buts poursuivis par les Instances Internationales correspondent ainsi aux idéaux du M.R.N.D., dont la devise est l'Unité, la Paix et le Développement.

S'agissant plus particulièrement de la Jeunesse Rwandaise, je voudrais rappeler que ces problèmes n'ont jamais cessé de préoccuper notre pays. Mon Gouvernement s'en soucie d'autant plus que cette catégorie de la population représente plus de 50 % des rwandais et qu'elle est confrontée à des problèmes aigus de formation, d'encadrement et de production. Aussi l'année 1985 doit - elle nous fournir l'occasion d'évaluer les activités déjà effectuées pour satisfaire les besoins prioritaires des jeunes et de donner une impulsion nouvelle aux programmes de leur promotion en vue de les faire participer avec plus de vigueur aux efforts de développement économique, social et culturel du pays.

Priorité sera toujours accordée aux activités agro - pastorales. A cet effet, les Centres de Formation de Jeunes, les Groupements socio - économiques des jeunes, les mouvements de jeunesse et les encadreurs de la jeunesse doivent se consacrer plus intensément aux activités de production agricole, sylvicole et d'élevage. Mais la promotion des activités artisanales demeure aussi une impérieuse nécessité.

Afin d'évaluer ce qui a été fait jusqu'à présent dans ces domaines ainsi que dans la contribution des jeunes aux activités de conservation et de valorisation de notre patrimoine culturel et artistique, des concours sont envisagés dans le courant de l'année 1985. Nous estimons qu'en plus de ces concours et d'autres manifestations de célébration de l'Année Internationale de la Jeunesse, tous les échelons administratifs et toutes les catégories socio - professionnelles doivent privilégier, dans leurs activités, l'intégration des jeunes dans la construction nationale en vue de renforcer leur part dans l'augmentation de la production des biens et des services socio - culturels.

J'invite plus particulièrement les parents, les autorités communales, les organisations des jeunes et les différents services techniques intéressés par les activités de production, par la culture et les sports pour qu'ils jouent pleinement leur rôle d'éducation, d'encadrement administratif et technique en inscrivant leurs actions dans des perspectives à long terme de lutte contre le sous - emploi, l'analphabétisme et la délinquance.

Les jeunes d'aujourd'hui sont les responsables de demain.

Les programmes d'activités à mettre en oeuvre devront s'apprécier dans leurs effets sur la production, l'emploi et l'amélioration des conditions de vie.

Militantes et Militants,
Sympathisantes, Sympathisants,

Notre année 1985 sera placée sous le mot d'ordre de «PRODUCTION VIVRIERE ET FUMURE». Le thème de la production vivrière qui fut déjà mis en exergue depuis 1974 est en soi tellement vaste et tellement vital pour notre pays, que nous avons décidé de mettre en relief cette année l'une de ses composantes les plus importantes, à savoir, la fertilisation des sols, sans laquelle on ne peut maintenir ni, à fortiori, augmenter notre production vivrière.

L'assoulement consistant à pratiquer plusieurs cultures sur un cycle de quelques années, ou de faire pousser des cultures intercalaires pour fertiliser le sol, ou même jadis par la jachère où les paysans pouvaient encore se déplacer, lorsque la fertilité de leurs champs commençait à baisser, cet assoulement - là, le paysan l'a souvent pratiqué et le pratique toujours. Mais il faut tenir compte aujourd'hui de la raréfaction de nos terres, raréfaction qui exige que la production soit fortement intensifiée, pour qu'elle puisse répondre à nos besoins sans cesse croissants.

J'ai dit dernièrement qu'«il nous faut nous engager sans tarder dans une intensification agricole nouvelle, synonyme d'une révolution agricole dans les méthodes culturales pratiquées par la plupart de nos paysans».

Le thème choisi cette année devra ainsi amorcer cette intensification agricole, non seulement en sensibilisant nos

producteurs agricoles à des méthodes nouvelles d'assolement de leurs sols, mais aussi en vue d'identifier les meilleures cultures possibles pouvant être produites en association.

Je ne suis pas agronome, mais il est communément connu qu'une meilleure association des cultures, qu'une association appropriée, permet de réduire l'incidence de certaines maladies et de certaines invasions d'insectes nocifs, ce qui diminuera aussi le besoin d'insecticides et d'herbicides. Ce leitmotif de la fumure permettra aussi d'inspirer nos programmes de recherche et d'expérimentation pour qu'ils intensifient l'étude de relation alimentation/énergie, l'étude des méthodes scientifiques qui permettent de préserver la fertilité des sols avec des méthodes naturelles comme le compostage, que l'on peut faire dans n'importe quelle exploitation, ou le fumier utilisé en relation avec l'élevage, même le tout petit, les animaux domestiques, les déchets de tous genres et d'autres méthodes encore que les experts ne manqueront pas de nous indiquer. Cela sera aussi, pour nos techniciens agricoles, l'occasion d'élaborer une véritable stratégie en matière d'utilisation des engrains chimiques, stratégie qui devra veiller aux exigences de la protection de notre environnement.

Nous ne pourrons sûrement pas nous passer des engrains chimiques, mais nous savons déjà que l'utilisation abusive des produits chimiques peut entraîner l'empoisonnement, voire la stérilisation des sols et la contamination des produits qu'ils fournissent, causer la pollution des eaux et provoquer des dangers pour la santé des paysans, des ouvriers agricoles, ainsi que pour le consommateur.

Il s'agira donc de procéder d'une manière circonspecte, d'une manière prudente, pour que nous puissions en tirer ce qui nous permettra judicieusement de refertiliser les sols, de favoriser l'accroissement de leur fertilité et cela sans que notre agriculture tombe dans une dépendance malsaine à l'égard des engrais chimiques. Il s'agit donc de procéder avec le maximum de précaution pour ce qui est des engrais chimiques, alors que l'emploi de toutes les autres méthodes de fertilisation devra connaître à partir de cette année une expansion vigoureuse grâce à une vulgarisation efficace et au dialogue permanent avec les paysans. Je lance aux agriculteurs - éleveurs un appel pressant pour qu'ils renforcent leurs activités dans ce sens, en s'inspirant des expériences faites par les paysans progressistes ou au sein des nombreux projets de développement rural couvrant notre territoire. Il y a donc là une tâche qui concerne l'ensemble des acteurs de notre économie. Dans l'immédiat, il nous faut un plan d'utilisation judicieuse des engrais qui nous ont été proposés dans le cadre des programmes de coopération internationale.

Deux échéances majeures nous attendent cette année:
 - la relance de l'économie et
 - la préparation de notre prochain plan.

Quant à la relance économique, et l'assainissement de notre économie, j'en ai, dans mon Discours du 5 juillet, déjà présenté les grands paramètres, qu'il s'agisse de la promotion rapide du pouvoir d'achat en milieu rural, la révision de nos politiques tarifaires et fiscales et d'autres dispositions légales, la politique commerciale, d'industrialisation rurale, le crédit, l'encouragement du secteur dit non structuré, le développement communal, etc.,

Parallèlement, des instructions précises, en spéciaient d'autres et en fixaient des priorités. Je n'y reviendrai donc plus. Nous nous attendons aujourd'hui à ce que les Ministères et services concernés mettent maintenant tout en oeuvre, aussi diligemment et aussi consciencieusement que possible, pour redonner à notre économie une vitesse de croisière plus acceptable.

Ce programme de relance économique, dois - je le spécifier, s'intègre dans nos efforts plus vastes de restructurer notre économie, de la réajuster à nos véritables priorités structurelles. De plus, davantage que par le passé, le Gouvernement fera un effort accru dans le domaine de la pédagogie, c'est-à-dire de la présentation plus explicite de la cohérence des politiques gouvernementales en la matière.

Permettez - moi donc de vous présenter, brièvement,
Militantes et Militants,

Sympathisantes, Sympathisants, l'approche que nous entendons suivre pour l'élaboration de notre prochain plan. Inspirés de notre expérience du passé, cette expérience nous a convaincu qu'il nous faut aujourd'hui quelque chose de différent, quelque chose de plus utile, de plus concret, et qui réellement nous rend service, non seulement à sérier nos problèmes et à les intégrer dans un concept cohérent et opératoire, mais aussi et surtout parfaitement opérationnels, à la mesure de nos possibilités.

Rien ne sert d'avoir un Plan, bourré de théories bien intentionnées, certes, mais inopérantes et souvent hermétiques, aussi parfaite et cohérente que puisse être son apparence, s'il ne correspond ni à nos moyens de le pré-

parer, de le concevoir, ni surtout à nos moyens de l'exécuter, de le réaliser !

Si nous sommes sérieux avec notre politique de développement, avec les principes de rigueur et d'austérité qui l'inspirent et les priorités que nous avons définies, il nous faudra, de toute évidence, un instrument de planification qui soit à notre portée, qui, avant toute autre chose, prioritairement, tienne compte de nos propres moyens, et, ensuite seulement, de ce que nous estimons réellement possible, et probable, comme appui pouvant venir de l'extérieur. Dans ce sens, le processus de planification me semble être ainsi encore plus utile, plus formateur, plus immédiatement utilisable que le «résultat», c'est-à-dire, un document final, quel que soit le nombre de pages qu'il contient.

Conforme aux concepts ayant inspiré toutes les réformes opérées depuis 1973, réforme politique, éducationnelle, administrative, utilisant l'instrument des grandes stratégies mises en évidence dans mon Discours - Programme du 8 Janvier 1984 pour le mandat de chaque Ministère, notre prochain Plan sera composé d'autant de stratégies qu'il nous sera possible d'élaborer, c'est - à - dire, que les Ministères concernés sont capables de produire, en respectant scrupuleusement les consignes de réalisme que je viens d'énoncer.

Si nous ne disposons que de 5 stratégies parfaitement opérationnelles, harmonisées, eh bien ! nous aurons un plan qui en comptera 5, mais qui auront l'avantage d'avoir été pensées dans toutes leurs implications concrètes, leurs engagements financiers, leur opérationnalisation, soit au

niveau des communes, des préfectures, soit au niveau des objectifs.

Si nous sommes en mesure d'en élaborer plus, tant mieux, mais je m'attends à ce que chaque ministère en ait au moins une, qui justifierait au moins sa raison d'être.

Comme je l'ai dit le 8 Janvier passé, le Ministre du Plan aura une double tâche qu'il exercera avec toute l'autorité voulue, à savoir :

- aider, inspirer, appuyer, stimuler, grâce à son expérience et à la vision globale acquise, les différents ministères engagés dans l'élaboration de leurs stratégies; mais jamais, il ne se substituera à ces derniers ;
- d'assurer la mise en commun, la synthèse et l'harmonisation de ces stratégies, d'élaborer les positions d'arbitrages, de programmer les investissements intersectoriels et les engagements financiers, de valoriser, l'échelon régional et local.

Il va de soi que pour être réalistes et près des réalités du pays et de ses habitants, **la concertation la plus large s'imposera**. Il faut que chaque commune se sente concernée par la préparation du Plan, parce que concernée par son exécution ultérieure. La plus grande importance sera aussi accordée à la remise à jour de notre stratégie de développement communal.

Enfin, si nous maintenons pour l'instant, le cadre quinquennal du Plan, c'est pour une simple question de commodité, et de planification de certaines grandeurs macro - économiques, comme les besoins d'investissements, les engagements budgétaires, d'où l'importance pour notre appareil statistique d'être de plus en plus à la

hauteur des exigences. Mais il serait illusoire, de croire que les diverses stratégies puissent se soumettre à un calendrier aussi exigeant.

Ce qui est nécessaire, c'est que les objectifs stratégiques dont la réalisation peut précisément varier dans le temps, soient parfaitement opérationnels d'année en année, concrets, car enracinés dans la réalité quotidienne et véritablement tributaires de nos moyens et de nos possibilités et qu'ils puissent être évalués facilement, régulièrement et, le cas échéant, révisés et ajustés. Il serait tout aussi superflu de réinventer les stratégies sur lesquelles nous nous sommes tous mis d'accord, à savoir, la stratégie alimentaire et la stratégie énergétique; il s'agit maintenant de les approfondir, de les concrétiser toujours davantage en termes de politiques, en termes de programmes et de projets, et de les adapter à la spécificité de nos régions et de nos communes.

Je demande donc au Ministère du Plan et au C.I.C. en matière de plan et de coopération, qu'il anime, d'approfondir jusqu'à fin février la méthodologie à suivre concernant les stratégies à élaborer, de présenter le calendrier détaillé de leur élaboration, et une esquisse possible de la présentation d'un document final.

Je ne serais pas complet si, à cette occasion, je ne remerciais pas, sincèrement, les pays et les organismes amis qui nous épaulent dans nos efforts.

Nous apprécions d'autant plus leur geste qu'ils ont, malgré un climat économique international morose, maintenu et parfois accru, leurs engagements vis-à-vis de notre pays.

Les contacts que nous avons eus avec eux cette année dans le cadre institutionnalisé des Commissions Mixtes nous ont permis de constater la volonté de coopération qui les anime au-delà des difficultés de toutes sortes. Les différentes stratégies que le Rwanda s'est données, telle que la stratégie alimentaire, la stratégie énergétique, celle à l'étude sur l'industrialisation et celles qui seront préparées dans le cadre du prochain plan, constituent, et constitueront, croyons-nous, un champ d'intervention tout indiqué pour nos partenaires. Comme elles constituent des indications précieuses pour les investisseurs privés, nationaux et étrangers auxquels nous réitérons nos encouragements.

Le sérieux avec lequel nous essayons de procéder et de progresser devrait être le garant, pour que la coopération internationale ne soit pas vaine, mais qu'elle puisse trouver le meilleur cadre d'accueil digne des efforts de coopération qui nous sont accordés.

Ainsi par nos propres efforts, et par l'appui de nos amis, nous pourrons accélérer notre marche vers le progrès et consolider l'acquis de la Révolution entamée depuis 1973. Car cette Révolution est fondamentale. Révolution par l'action et non par le verbe.

Pour moi Révolution signifiant, non pas des slogans orageux, puisés dans des principes importés. Mais Révolution signifiant pour moi «révolte interne». Révolte devant les nombreux obstacles qui nous freinent pour qu'ils ne nous arrêtent pas ni ne nous fassent abandonner le chemin du développement.

Révolte pour que la distance de chez nous à la mer ne nous conduise à l'isolement mais nous pousse vers la

recherche, toujours ardue de cette politique de bon voisinage. Ce qui demande des efforts énormes pour maintenir les acquis et multiplier nos offres de bonne volonté. Elle sera sûrement entendue et crue, cette bonne volonté.

Révolte pour que notre terre serve à nous nourrir et non à la fertilité des autres. Pour que nos jeunes nombreux - Dieu merci ! - aient maintenant et dans l'avenir, toujours à manger, et toujours de mieux en mieux. Et qu'ils nous louent toujours de nous être souciés de leur sort. Voilà la Révolution - Celle du Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement. Révolution d'action et par l'action.

Rwandaises, Rwandais,

Je vous présente encore une fois, mes voeux les meilleurs pour votre santé et celle de vos enfants. Mes voeux de progrès bien compris pour tout le peuple rwandais.

Mes voeux de bonheur et de prospérité pour tous les amis étrangers qui vivent chez nous :
 Les Diplomates, les Coopérants, les Religieux, les Volontaires et tous ceux qui en ce moment sont en visite au Rwanda.

A tous Bonne et Heureuse Année 1985.